



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE TOULON



### Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique modéré
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Plus de six offres d'emploi sur dix se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 08 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe  
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de 40 960 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 12 7 010 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin
- p. 13 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En résumé
- p. 16 Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares de la région.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 578 500 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- ② 56 150 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 128 030 salariés du secteur concurrentiel à fin 2020
- ④ 26 320 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 7,3% de taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 55 430 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 53% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 48 490 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 20% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 10% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 12% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Un dynamisme démographique modéré

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi dépasse les 578 500 (deuxième bassin le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. [Tableau 1](#)]. La densité de population est de 446 habitants au km<sup>2</sup> (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression nettement plus élevé que celui de la période 2007 - 2012 avec +0,6% en moyenne par an (+0,4% région). Cet accroissement est uniquement dû au solde migratoire, qui fait plus que compenser le solde naturel (écart entre les naissances et les décès) légèrement négatif.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les moins de 25 ans sont relativement moins présents dans le bassin qu'en région : ils représentent 25% de la population (28% région). Avec 10% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est identique à celui de la région. À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (39%). Le taux de retraités y est bien représenté (7%) contre 6% pour la région.

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Toulon	région	bassin de Toulon
Hommes	2 406 100	<b>275 200</b>	48%	<b>48%</b>
Femmes	2 624 800	<b>303 300</b>	52%	<b>52%</b>
0-14 ans	846 500	<b>87 700</b>	17%	<b>15%</b>
15-24 ans	550 800	<b>60 000</b>	11%	<b>10%</b>
25-54 ans	1 858 200	<b>204 800</b>	37%	<b>35%</b>
55-64 ans	643 500	<b>76 900</b>	13%	<b>13%</b>
65 ans et +	1 131 900	<b>149 200</b>	22%	<b>26%</b>
Ensemble	5 030 900	<b>578 500</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Toulon	région	bassin de Toulon
15-24 ans	214 100	<b>23 600</b>	10%	<b>10%</b>
25-54 ans	1 632 000	<b>179 600</b>	74%	<b>73%</b>
55-64 ans	359 600	<b>41 200</b>	16%	<b>17%</b>
Ensemble	2 205 700	<b>244 500</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

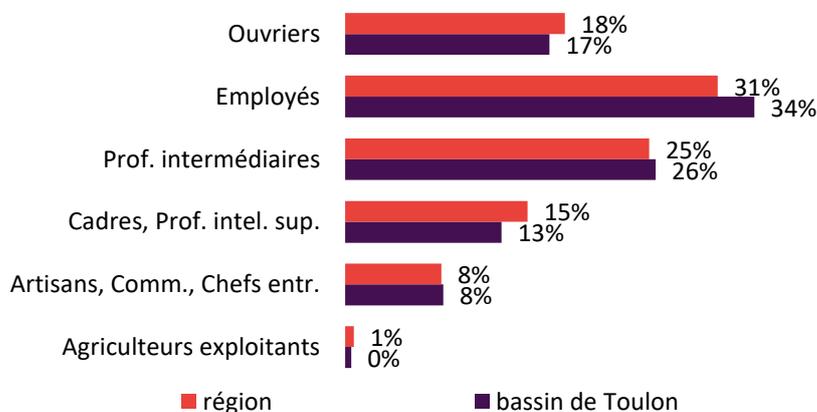
Le bassin compte plus d'employés et moins de cadres, professions intellectuelles supérieures que la moyenne régionale [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : +0,7 pt pour les cadres, professions intellectuelles supérieures et -0,6 pt pour les ouvriers.

Source : INSEE, Recensement de la population

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



### EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

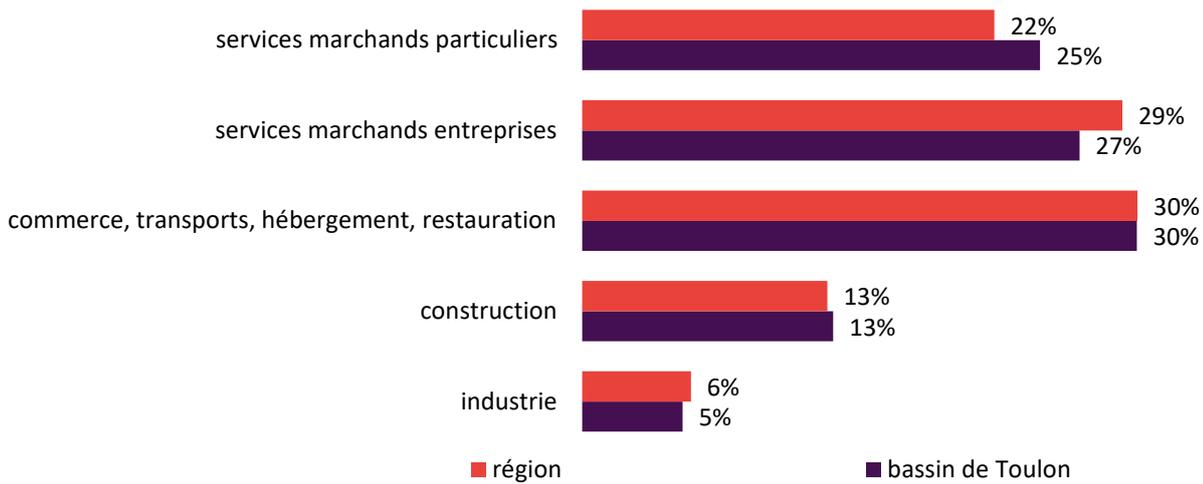


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 56 150 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 10% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est moins orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidents ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de la région (79% contre 71%). Le tissu productif local comporte une part d'établissements du secteur des services proche de celle de la région et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est légèrement supérieur à celui de la région (13% contre 12%).

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



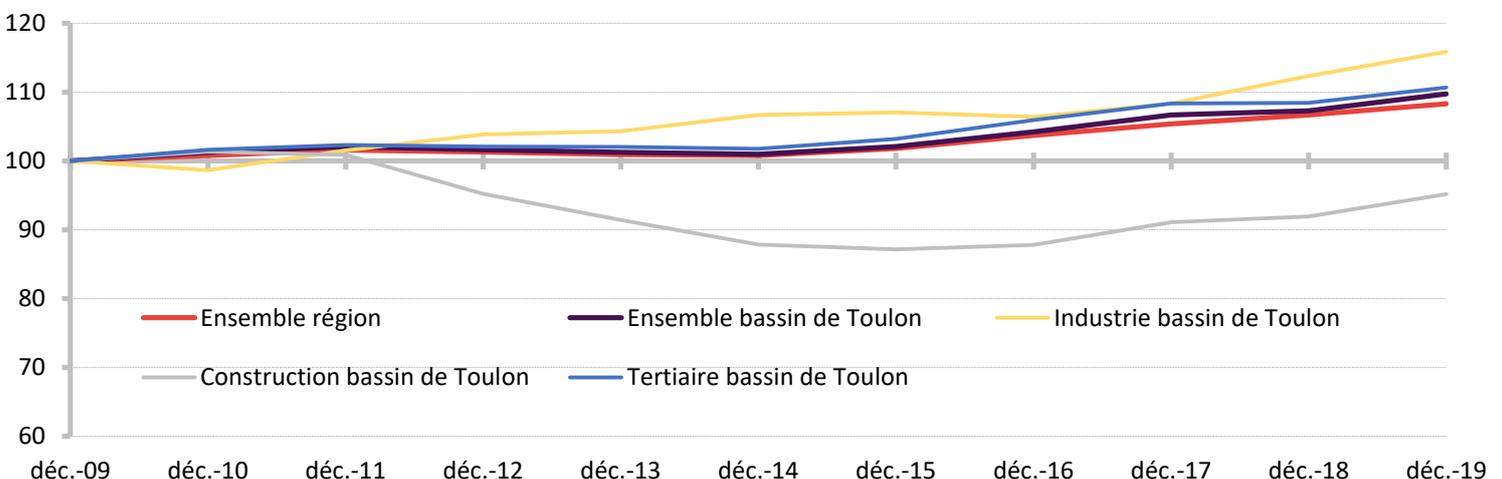
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

## L'emploi concurrentiel progresse toujours

Le taux d'emploi du bassin (61%) est légèrement inférieur à celui de la région (62%). Le nombre de salariés du secteur privé est sur une tendance haussière depuis 2010 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme des secteurs industriel et tertiaire sur le long terme. Le niveau d'emploi augmente de +2% entre 2018 et 2019. À fin 2019, 17 230 établissements du secteur privé y emploient 128 030 salariés, ce qui représente 10% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

### Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

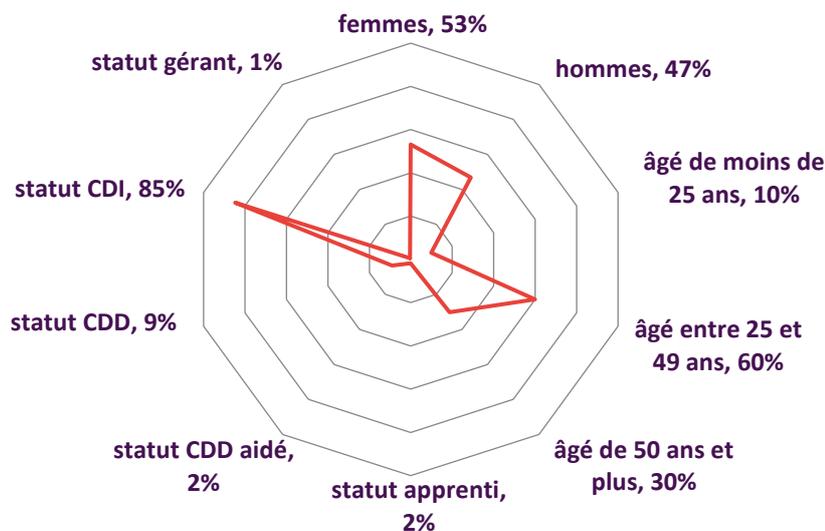


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

### Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

#### Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 124 390 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est plutôt féminin, âgé de 25 à 49 ans dans 60% des cas et est en CDI dans 85% des cas.

35% des femmes travaillent à temps partiel, contre 14% pour les hommes. 11% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (5% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Tableau 3

#### Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	6%	3%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	6%	10%
Quotité de travail de 75% et plus	12%	3%	8%
Temps plein	65%	86%	75%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

#### Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	14 990	12%
Aide à domicile	4 130	3%
Activités hospitalières	3 700	3%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	3 190	3%
Restauration traditionnelle	2 960	2%
Construction de navires et de structures flottantes	2 920	2%
Hypermarchés	2 560	2%
Supermarchés	2 490	2%
Nettoyage courant des bâtiments	2 260	2%
Ingénierie, études techniques	1 910	2%
<b>Ensemble</b>	<b>124 390</b>	<b>100%</b>

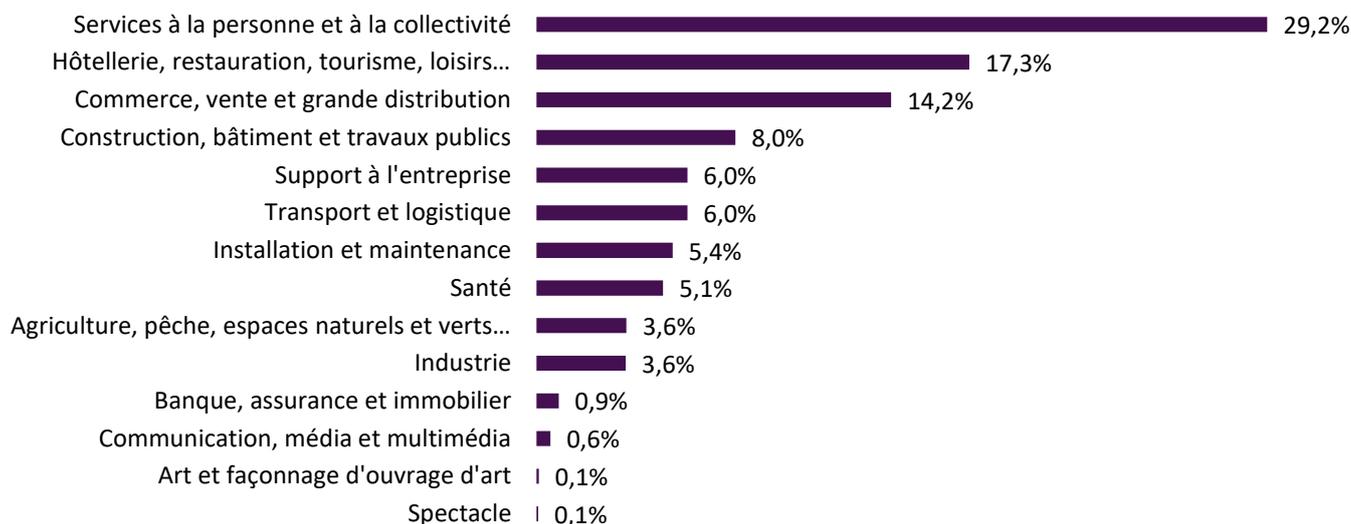
Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

## Plus de six offres d'emploi sur dix se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 26 320 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers des services à la personne et à la collectivité enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 29%. Les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs suivent avec 17% devant les métiers du commerce, vente et grande distribution (14%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Assistance auprès d'adultes	1 850	7%
2 <sup>e</sup>	Nettoyage de locaux	1 490	6%
3 <sup>e</sup>	Services domestiques	1 230	5%
4 <sup>e</sup>	Assistance auprès d'enfants	1 150	4%
5 <sup>e</sup>	Personnel de cuisine	970	4%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -7% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 26 320. Les contrats à durée déterminée de moins de six mois ont été les plus impactés par ce recul (-16%). Les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que les activités de services administratifs, de soutien, l'hébergement, restauration, le commerce, réparation d'automobiles, de motocycles et les activités spécialisées, scientifiques et techniques n'ont pas été épargnés.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



## Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -3% sur un an et s'établit à environ 312 000 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (127 260 soit 41% des DPAE), les secteurs de la santé humaine et action sociale (51 790 soit 17% des DPAE et 28% des DPAE hors intérim) et celui de l'hébergement, restauration (27 270 soit 9% des DPAE et 15% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	115 000	37%	-12%
Missions intérimaires	122 100	39%	+8%
Contrats de six mois et plus	38 800	12%	-11%
-Autres- (*)	36 100	12%	
<b>Ensemble</b>	<b>312 000</b>	<b>100%</b>	<b>-3%</b>

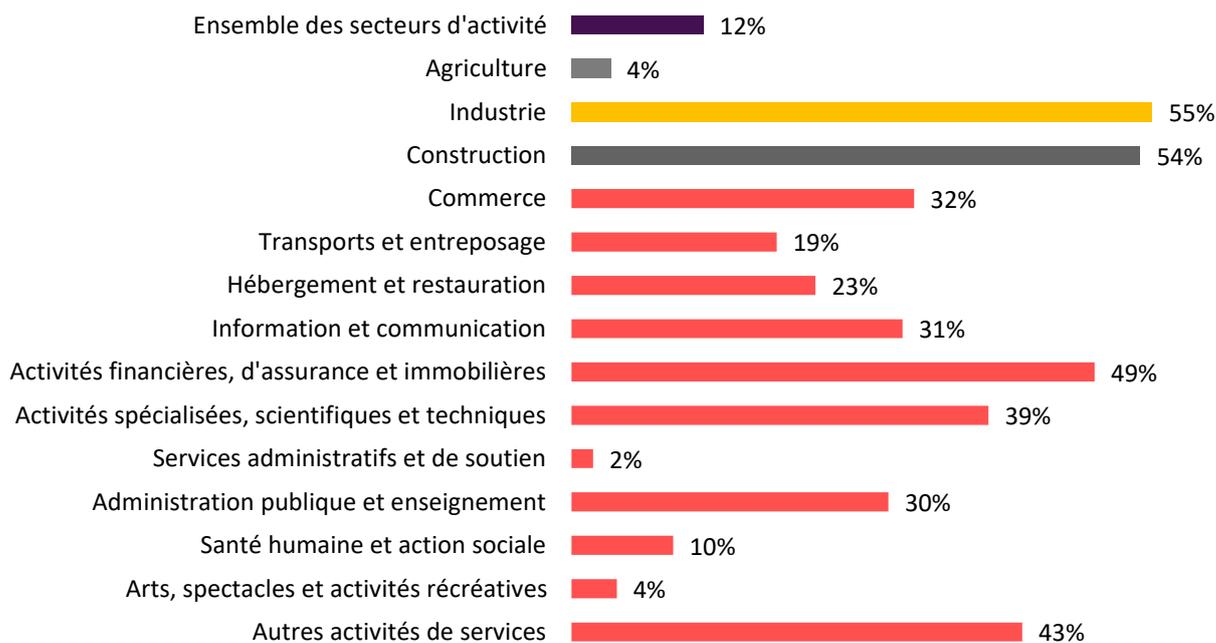
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 12% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (respectivement 3% et 4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 55% et 54%. Le secteur du commerce (11% des DPAE hors intérim) a recours dans près d'un cas sur trois à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



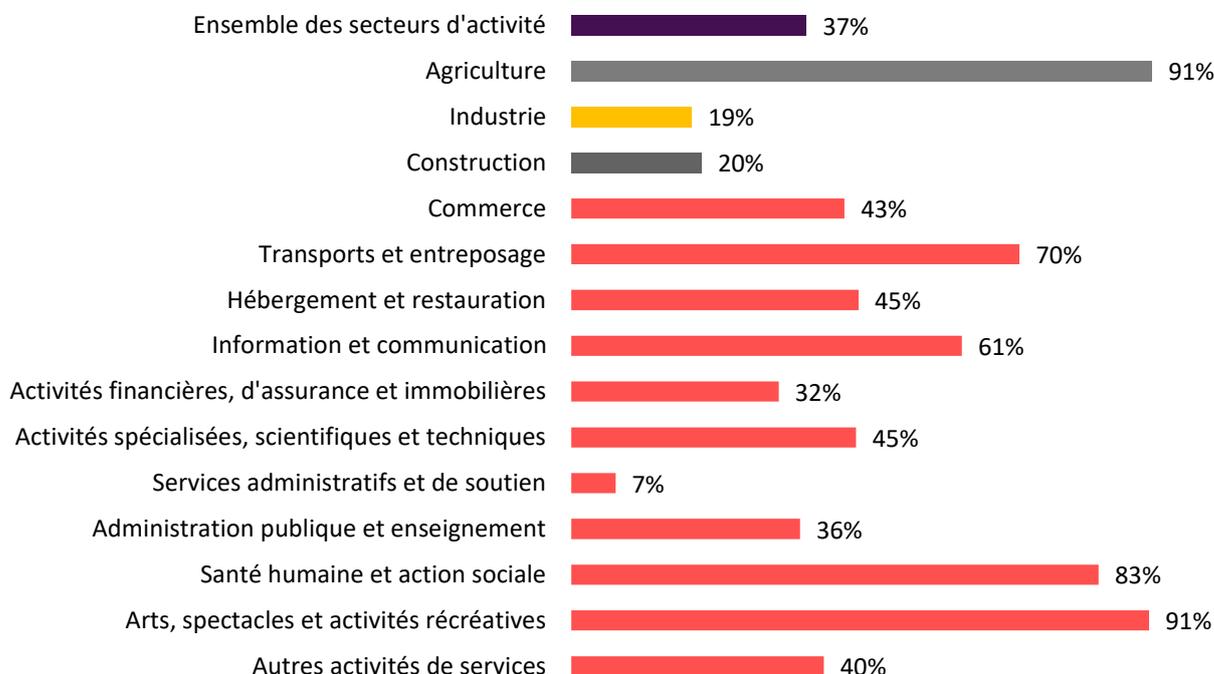
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



37% des DPAE concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et les arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 5% et 10% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part de contrats courts.

Graphique 7

### Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

#### Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés notamment celui de l'administration publique, la santé, action sociale et les activités de services administratifs, de soutien ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 5 780 contrats, soit +12% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Les activités de services administratifs et de soutien ont embauché 142 530 personnes, soit +9% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. La santé humaine, action sociale ont recruté 51 790 contrats, soit +1% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-24%) et les arts, spectacles et activités récréatives (-21%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés.

#### Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

##### Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

#### EN SAVOIR PLUS

• Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

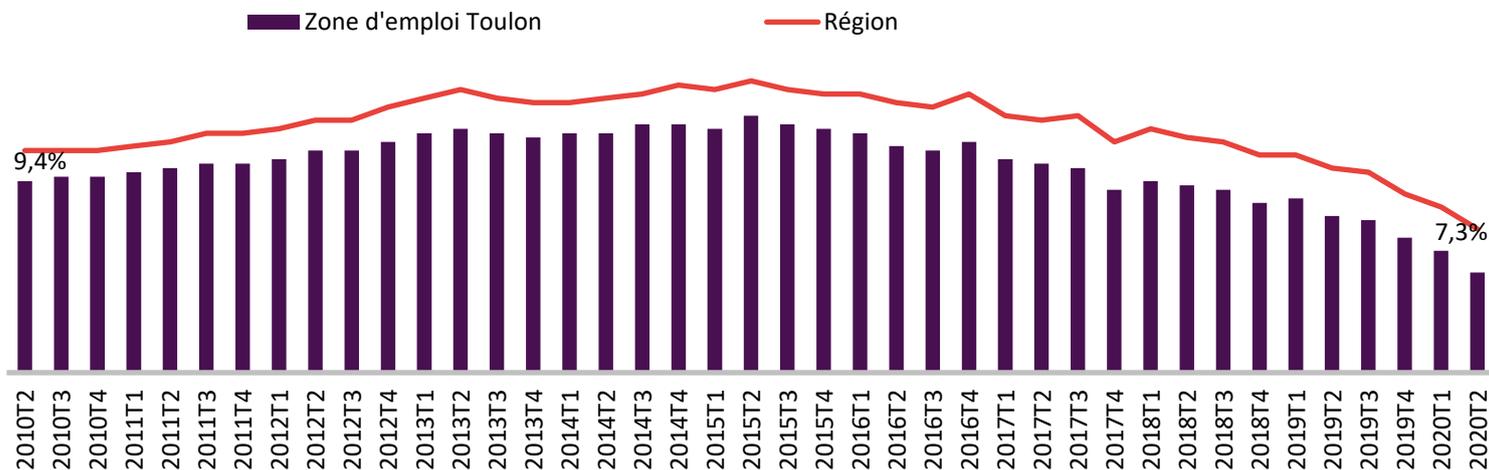


## La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Toulon varie, surtout à la baisse, en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 7,3%, un taux toujours inférieur à celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est de 0,9 pt en moyenne.

Graphique 8

### Taux de chômage localisé

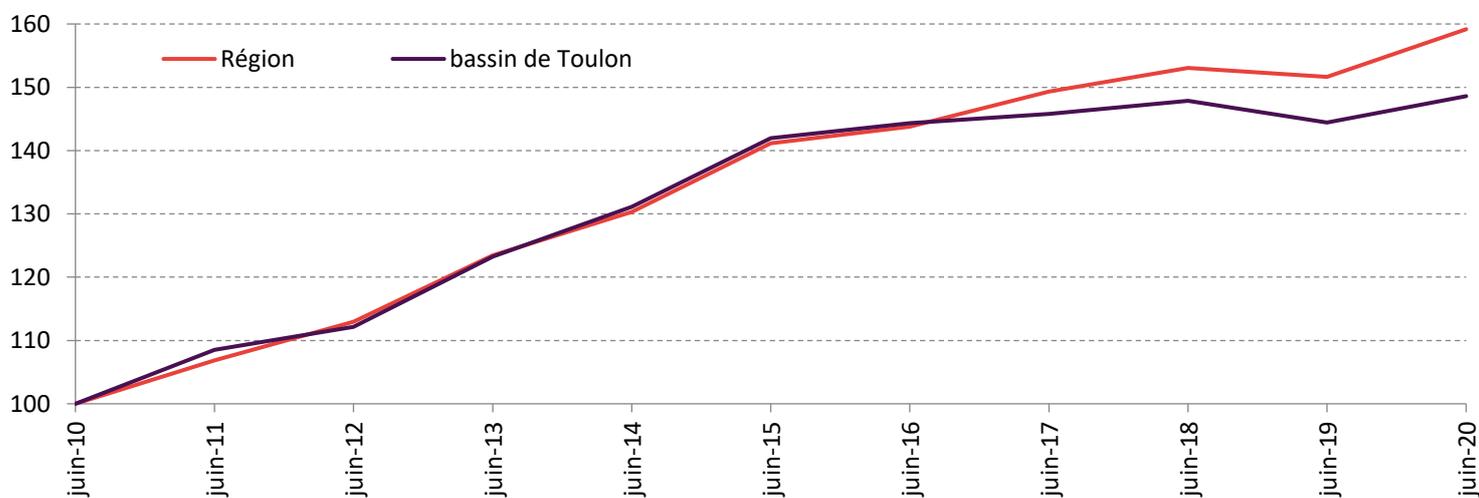


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 48 490 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en fin 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+3% entre juin 2019 et juin 2020). Le bassin affiche une tendance similaire à la région (+5% entre juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 9]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont une fois et demi supérieures. Au niveau régional, la consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative ; elles ont repris en juin 2020 mais sont six fois moins importantes qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 9

### Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)



## La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent.

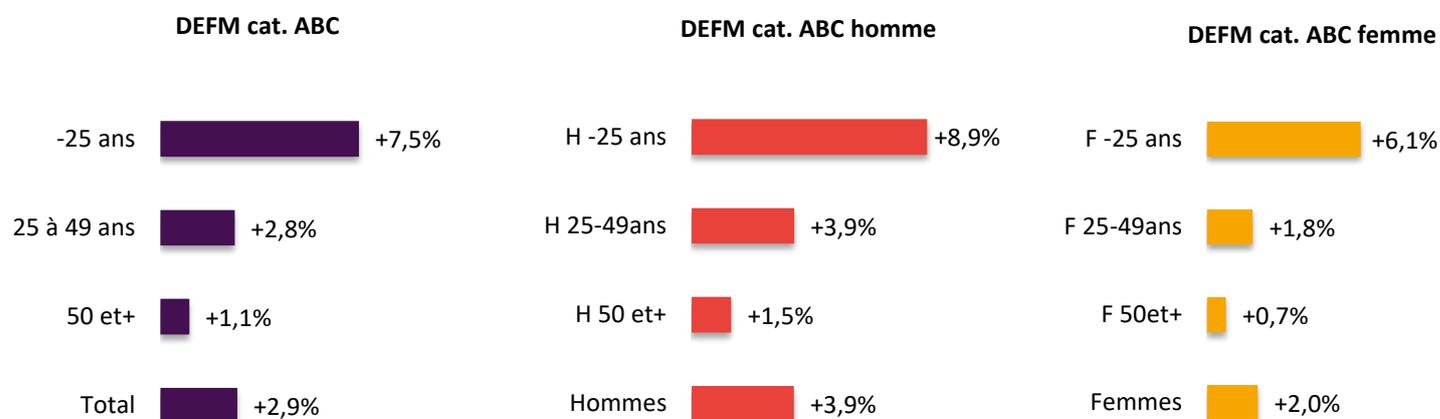
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se chiffrer à 6 290 personnes (soit +440 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 28 620 (+780) et les seniors affichent un niveau jamais atteint (13 580, soit +150).

Les hommes sont plus affectés que les femmes pour toutes les tranches d'âge.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (13%) dans la demande d'emploi comme en région [cf. Graphique 10].

Graphique 10

### Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Globalement, la part des personnes ayant un niveau élevé d'études supérieures est relativement moins importante : les Bac+3 et plus sont moins nombreux dans le bassin (14%) que dans la région (16%). En revanche, les individus non qualifiés détenteurs d'un CAP ou d'un BEP sont relativement plus nombreux au sein du bassin que les non diplômés. De plus, les femmes sont un peu plus nombreuses avec 52% (51% en région), ainsi que les moins de 25 ans (13%) et les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi (10%) ; les demandeurs d'emploi de longue durée sont un peu moins nombreux dans le bassin (45%) qu'en région.

## Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a triplé en dix ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 12 530 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 26% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 10 880 à fin juin 2020, en hausse de +4,5% sur un an.

21 830 DELD  
(≥ 1 an)  
-1,2% sur un an

12 530 DETLD  
(≥ 2 ans)  
+0,9% sur un an

10 880 en ACO3  
+4,5% sur un an

## EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

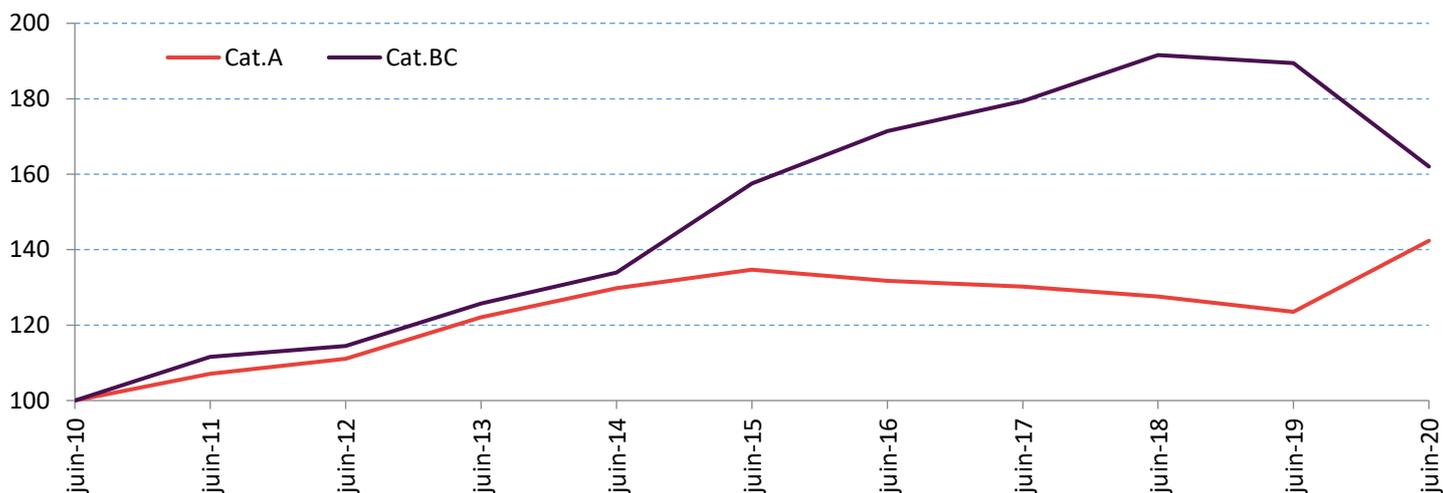


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. En 2015, ils étaient toujours en hausse, mais à un niveau moindre pour la catégorie A. De 2016 à 2018, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) observait un recul. En juin 2019, la catégorie BC et la catégorie A était en diminution. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans le sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Près de 40 960 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire ne s'est pas encore manifesté sur ce bassin pour cet indicateur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (+3%).

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	3 990	10%	+11,9%
Passage en C	9 520	23%	+2,8%
Passage en E	150	0%	+122,8%
AFPR / POE	510	1%	+6,2%
DPAE durable	14 880	36%	+2,7%
DPAE non durable	11 900	29%	-0,5%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>40 960</b>	<b>100%</b>	<b>+2,8%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC).

Au sein du bassin d'emploi de Toulon, 25 950 personnes sont ciblées « PIC », soit 54% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 8 et 9

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

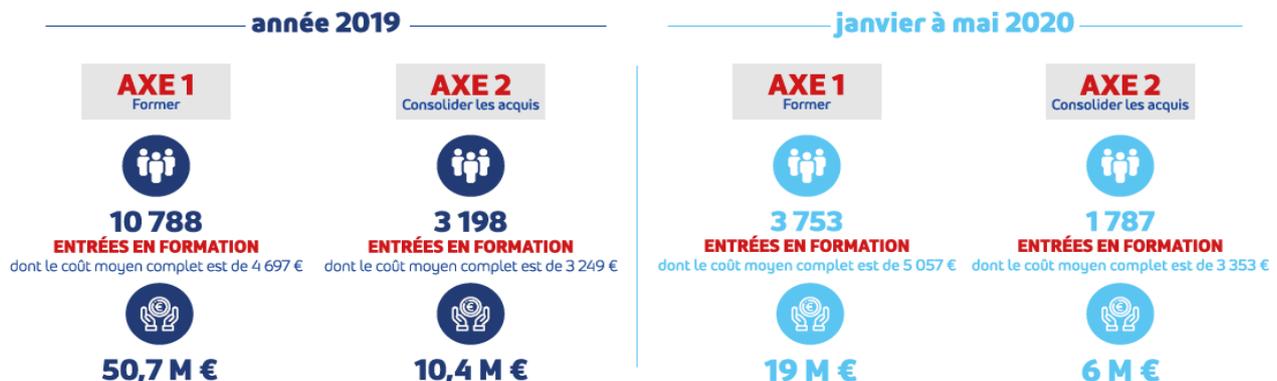
Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>500 800</b>	<b>100%</b>	<b>268 100</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

bassin de Toulon	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	25 120	52%	11 850	46%	47%
Moins de 25 ans	6 290	13%	3 180	12%	51%
50 ans et plus	13 580	28%	8 410	32%	62%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	21 830	45%	12 090	47%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	4 610	10%	3 090	12%	67%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	5 870	12%	4 130	16%	70%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>48 490</b>	<b>100%</b>	<b>25 950</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

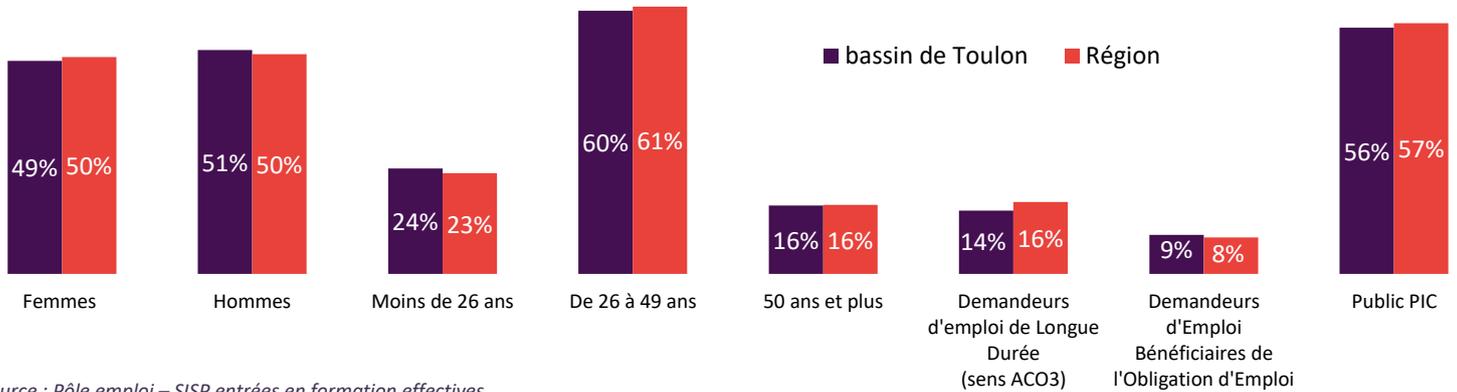


## 7 010 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont près de 7 010 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Toulon. Ils représentent 11% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est relativement proche du régional, excepté pour les demandeurs d'emploi de longue durée (ACO 3) qui ont une part moins importante. [cf. Graphique 12].

Graphique 12

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

## Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

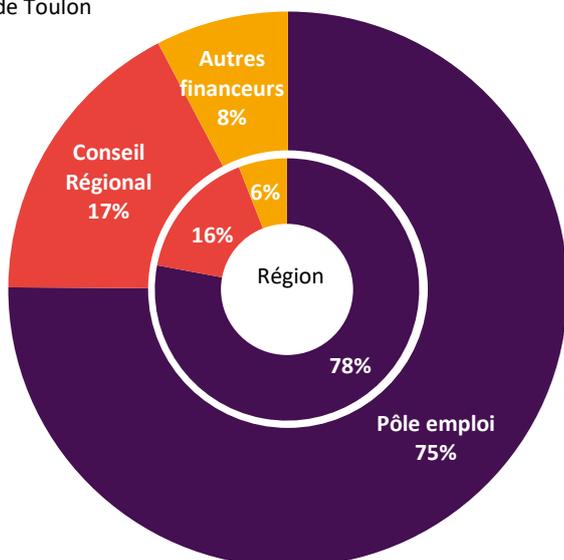
75% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (33% des aides contre 36% en région), suivent les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 27% des aides comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les formations du Conseil Régional représentent 17% des aides (16% en région) [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes avec 23%, l'échange-gestion (20%) et la formation générale, lettres, langues (11%). Les domaines principaux [cf. Tableau 10] représentent sept entrées en formation sur dix en 2019.

Graphique 13

### Les principaux financeurs de formation

bassin de Toulon



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

### Les principaux domaines de formation

	Entrées en formation	Part (en %)
Services aux personnes	1 630	23%
Echange et gestion	1 410	20%
Formation generale, lettres et langues	770	11%
Information, communication	600	9%
Fonction production	520	7%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>7 010</b>	<b>100%</b>

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

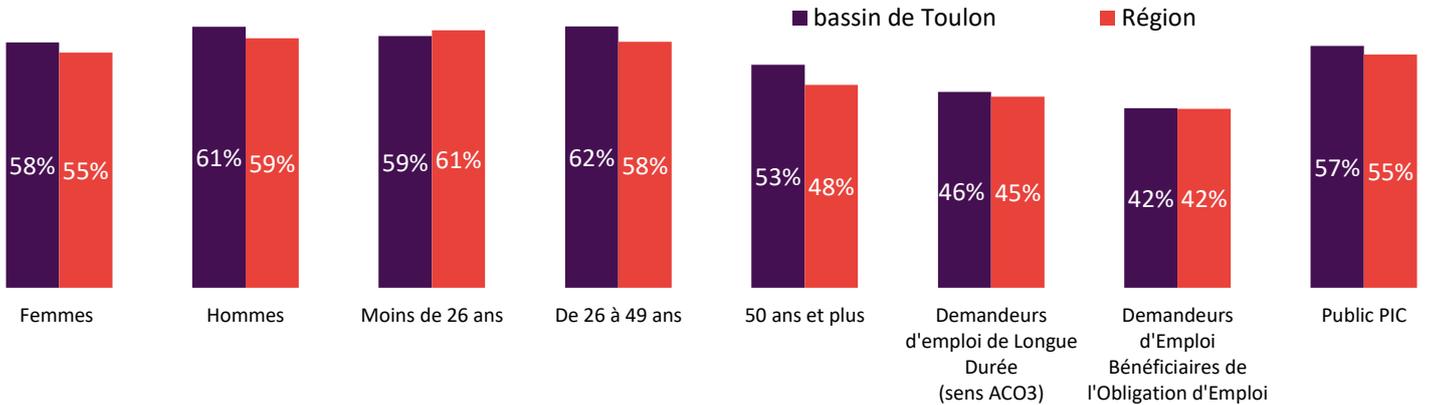


## 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Toulon, près de 6 310 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 60% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les hommes et les 26-49 ans. D'autres comme les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont bien plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

### Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



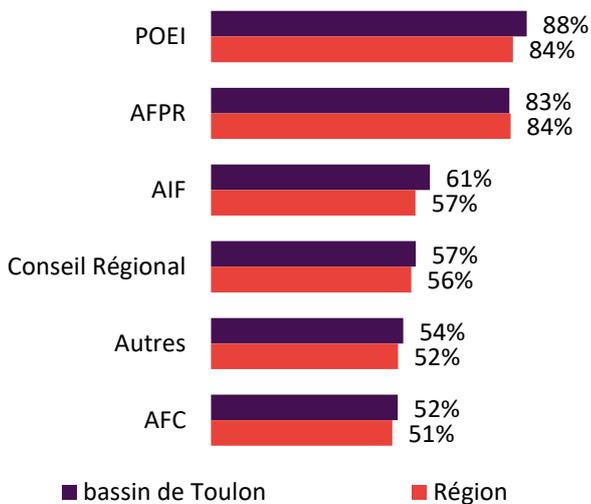
Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

## Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les POEI et les AFPR ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 88% et 83%, étant des formations préalables à l'embauche, juste devant les AIF (61%) et les aides du Conseil Régional (57%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui des services à la collectivité (69%) avec les champs défense, prévention, sécurité et services divers, celui de l'échange et gestion (65%) avec les champs transport, commerce, gestion financière, direction d'entreprise et celui des services aux personnes (63%) avec les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration, action sociale, activité physique et sportive, ingénierie formation pédagogie [cf. Tableau 11].

Graphique 15

### Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

(\*) Les résultats des aides POEC n'étant pas significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 11

### Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	63%	1 580
Echange et gestion	65%	1 330
Information, communication	49%	560
Fonction production	61%	460
Services à la collectivité	69%	430
<b>Total des sortants</b>	<b>100%</b>	<b>6 310</b>

Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total



## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **Statistique du Marché du Travail (STMT)**, permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 89% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 1%, ils se dirigent vers la métropole parisienne. D'autres s'expatrient vers la Savoie [cf. [Tableau 12](#)].

Tableau 12

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Var	80%
Bouches-du-Rhône	7%
Alpes-Maritimes	2%
Paris	1%
Savoie	1%

**Aide à la lecture :**

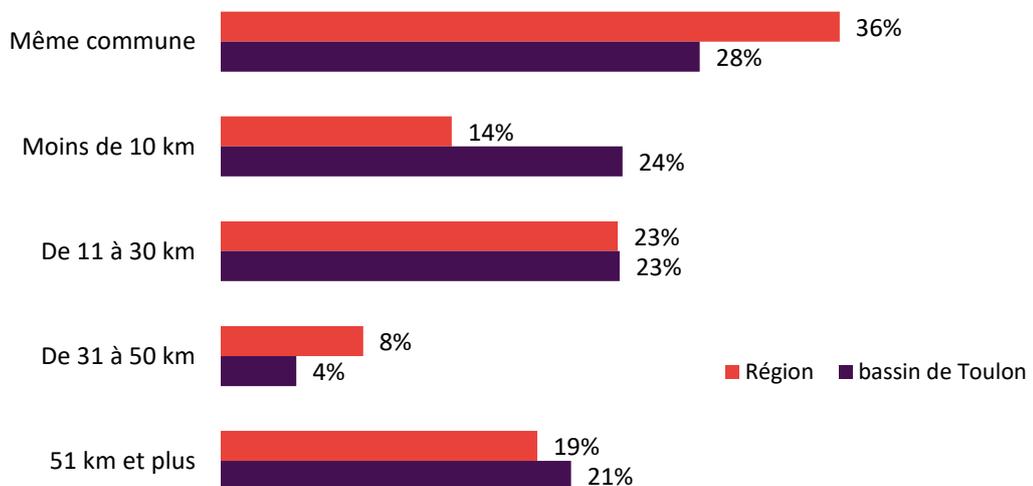
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de Toulon en 2018 ont trouvé un emploi en Savoie.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Près de trois sur dix (28%) retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), alors que plus d'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. [Graphique 16](#)].

Graphique 16

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

## En résumé

Ce bassin d'emploi est moins attractif au niveau démographique (+0,6%), mais son accroissement de la population provient des flux migratoires de seniors et d'actifs et non du solde naturel comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Plus marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (79%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment.

Avec un taux de chômage en deçà de celui de la région, le marché du travail est moins dégradé. Cependant, la crise sanitaire du premier trimestre 2020 n'a pas épargné ce bassin. Un facteur d'exclusion persiste : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 20% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 89% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et 21% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont près de 7 010 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Toulon. 60% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

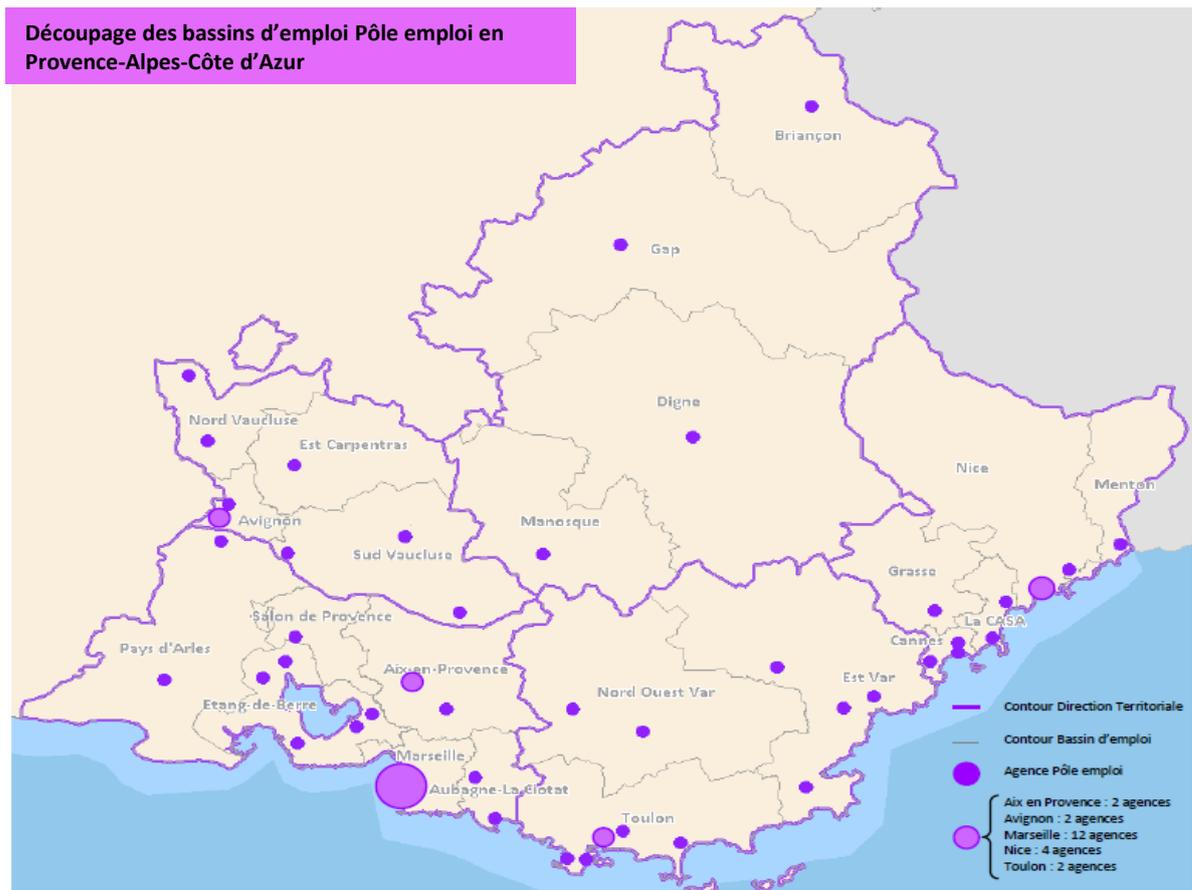
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

